

Bonjour à tous,

C'est avec plaisir et un grand intérêt que nous avons partagé ces deux jours de débat.

### ***Remerciements***

L'AFD remercie les autorités libanaises en particulier

Mr le Ministre du travail

Mr le Directeur de la formation professionnelle, représentant du Ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur,

et leurs collaborateurs pour leur mobilisation et contribution à la réussite de cet évènement.

Un sincère et chaleureux remerciement est également adressé à notre hôte, le Conseil Economique et Social ainsi qu'aux équipes d'ETF, du CMI et des deux consultants Beyond Reform and Development et Transteck pour l'organisation de cette rencontre.

L'AFD salue également la mobilisation et l'engagement de l'administration, des experts et chercheurs, des représentants du monde économique, de la société civile et de l'ensemble des participants pour explorer ensemble des pistes visant à renforcer l'employabilité des jeunes.

### ***L'emploi des jeunes***

Partout dans le monde, l'emploi des jeunes est un combat essentiel. La jeunesse est un réservoir inépuisable d'énergie, de créativité, d'enthousiasme et d'innovation, une richesse qu'il faut cultiver. Se mobiliser pour l'emploi des jeunes, c'est reconnaître ce potentiel, leurs talents et leurs aspirations. Aussi l'AFD réitère-t-elle son intérêt pour accompagner le Liban et ses partenaires sur cette voie.

L'AFD se réjouit de la dynamique de dialogue, franc et constructif, et les efforts de concertation initiés entre toutes les parties prenantes.

Les échanges et différentes perspectives présentées ont témoigné d'une demande forte et partagée par tous de faire émerger des solutions concrètes. Il s'agit désormais de répondre, ensemble, à la question du « comment ? ».

Comment bâtir un dialogue national en faveur de la formation qui implique le public, les jeunes, la société civile et les professionnels ?

Comment inscrire la formation dans une approche systémique qui englobe le développement du capital humain et celui du secteur privé ? C'est un des messages de cette rencontre, formation et marché de l'emploi sont indissociables. On ne peut s'interroger sur le développement des compétences sans se pencher en parallèle sur la structure et les conditions du marché du travail, sur l'environnement des affaires, sur les systèmes d'informations...

Comment, aussi, démontrer que la formation est un investissement rentable qui mérite des ressources additionnelles et un engagement fort du privé et du public ?

Comment, enfin, renforcer la qualité, l'efficacité en termes d'insertion et partant l'attractivité de la formation professionnelle ? ...

Au Liban, comme pour tous les pays de la région MENA, dominés par une économie informelle, la question de l'emploi, à commencer par l'emploi des jeunes, se pose avec une acuité toute particulière. Mais le Liban présente des spécificités qui soulignent l'ampleur et l'urgence des besoins.

Le pays se distingue par une économie fortement orientée sur le secteur tertiaire alors que l'industrie est en peine. Le secteur privé reste le principal employeur. La très forte mobilité internationale des diplômés est une autre caractéristique du Liban dont il a été largement question. L'afflux de travailleurs immigrés implique aussi des besoins majeurs en termes de formation, que ce soit aux niveaux qualifiés ou peu qualifiés, pour accompagner la montée en gamme des secteurs porteurs.

Les aspirations et stratégies des jeunes doivent être écoutées et entendues et l'offre de formation adaptée en conséquence.

Le Liban présente enfin un contraste social important entre les régions globalement prospères de Beyrouth et du Mont Liban et les provinces plus défavorisées du nord, du sud et de l'est.

Dans ce contexte, le renforcement de l'adéquation formation-emploi, la création d'emplois, le développement de l'entrepreneuriat sont des enjeux cruciaux pour la cohésion et la stabilité du pays, des investissements incontournables pour contribuer à une croissance plus forte et mieux partagée (« *pas de paix sociale sans progrès économique et inversement* »).

### ***Enseignements des deux jours d'ateliers***

On nous a rappelé aussi hier qu'il faut désormais « *passer des mots à l'action* ».

Au cours de ces deux jours, des exemples concrets, des « *success stories* » nous ont été fournis en matière de formation et d'entrepreneuriat des jeunes. Il ne s'agit pas de tout réinventer mais bien de capitaliser sur ces expériences.

Concrètement, les exemples présentés de partenariat de qualité entre la société civile et des entreprises, tel celui entre l'IECD et Schneider Electric, nous ont semblé particulièrement éclairants et porteurs. Ils pourraient utilement être déclinés dans d'autres secteurs, notamment dans l'industrie dont les besoins sont immenses.

De même, impliquer davantage le secteur privé dans le secteur de la formation professionnelle, depuis l'identification des besoins à l'élaboration et la mise en œuvre d'une offre de formation renouvelée, est une approche soutenue par l'AFD dans la région en réponse à la demande et aux enjeux spécifiques de chaque pays. (*remercier Alexia*)

Cette approche nous semble particulièrement intéressante à explorer dans le contexte libanais. Les représentants du secteur privé ont manifesté sa volonté et son intérêt d'être associé aux réformes, et pointé les besoins sur des secteurs porteurs.

## ***L'AFD au Liban aujourd'hui et demain***

Comme mentionné précédemment, l'AFD, depuis plus de 15 ans, a fait de la formation et de l'emploi des jeunes, une de ses priorités d'intervention. L'agence a déjà accompagné la création ou la réhabilitation de plus de 200 centres de formation et engagé plus de 700M€, le plus souvent en impliquant les professionnels.

Au Liban, outre l'appui aux réformes économiques, les interventions de l'AFD se concentrent dans trois secteurs prioritaires : le secteur de l'eau, le développement des infrastructures (notamment urbaines) et l'appui au secteur productif.

En matière de développement humain, L'AFD a engagé depuis 2010 des opérations emblématiques :

- Un projet d'appui à l'éducation primaire (*prêt de 40 millions d'euros*), pour le développement d'infrastructures dans les régions défavorisées et le renforcement des capacités institutionnelles dans le cadre de la politique nationale en faveur de l'éducation de base.
- Une ligne de crédit étudiant (*25 millions d'euros octroyée en 2010*) pour promouvoir l'accès des étudiants défavorisés à l'enseignement supérieur.
- Un appui (*subvention de près de 500 000 €*) à l'IECD pour un programme de rénovation de la filière électrotechnique, en partenariat avec Schneider Electric.
- Un accompagnement au développement de l'USJ sur la filière santé et en matière d'entrepreneuriat avec Berytech.
- Enfin, l'AFD finance la modernisation de l'ISSAE / CNAM Liban pour accompagner le développement de la formation professionnelle supérieure, favoriser l'accès des jeunes et des salariés à une offre de formation professionnalisante de qualité, à un coût accessible et en adéquation avec les besoins des entreprises. La CNAM – dont je salue les représentants - accueillait déjà 3000 étudiants en 2012 et devrait voir doubler le nombre de ses diplômés à l'horizon 2018, notamment dans les filières sciences et techniques.

Nous sommes disposés, avec l'UE et l'ensemble des partenaires à vous accompagner – sur les plans techniques et financiers - pour aller plus loin, en particulier sur des secteurs porteurs en termes d'emploi : soutenir l'opérationnalisation de la nouvelle stratégie, la révision des contenus et des systèmes de certifications ; développer la formation des formateurs et les systèmes d'information, accompagner la réhabilitation des équipements et infrastructures, développer les relations écoles-entreprises, appuyer les initiatives privées aussi...

Nous sommes à votre écoute, à vos côtés.

Merci à nouveau pour ces deux jours de débats, passionnés et passionnants, qui ouvriront nous l'espérons la voie à des projets prometteurs pour la jeunesse, son avenir et celui du pays...